

LIBÉRATION DE MOHAMED GHARBI

Verdict dans la semaine

Peut-être, une lueur d'espoir Mohamed Gharbi. Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, a affirmé, jeudi, au Sénat, en marge d'une séance plénière consacrée aux questions orales aux ministres, que la demande de libération formulée par la défense et largement soutenue par la société civile sera examinée la semaine prochaine lors de la réunion de la commission d'application des peines.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Fin de détention pour Gharbi, cet authentique moudjahid et patriote qui croupit en prison pour avoir tué un terroriste repent qui le menaçait ouvertement ? De nombreux patriotes et républicains nourrissent ce fol espoir.

Mohamed Gharbi, aujourd'hui âgé de 74 ans, s'est vu déjà opposer une fin de non-recevoir à une précédente demande de libération.

Mais avec l'inscription de son dossier au menu de la réunion, la semaine prochaine, de la commission d'application des peines au niveau du ministère de la Justice, il reste fondé d'espérer que la fin du supplice est proche, pour lui et pour sa famille qui ont tant enduré, depuis ce 11 février 2001 lorsque, las de subir le harcèlement quasi-quotidien d'un terroriste repent, le vaillant patriote prit son arme et se fit justice lui-même.

Depuis, c'est un éprouvant feuilleton judiciaire qu'il vivra. Jugé une première fois le 21 juin 2004 par le tribunal criminel de Guelma, il est condamné à une peine de 20 années de réclusion criminelle.

Rejugé en appel le 24 mars 2007, il voit sa peine alourdie. Il est condamné, à la stupéfaction générale, à la réclusion à perpétuité. L'épreuve ne s'arrête pas là pour Mohamed Gharbi qui est encore rejugé le 7 juin 2009.

Sa peine de réclusion est une nouvelle fois alourdie. Elle passe de la perpétuité à la peine de mort. Le pourvoi interjeté en cassation auprès de la Cour suprême ne donne rien. Par arrêté du 22 juillet 2009, la Cour suprême confirme la peine. Grâce à la mobilisation ininterrompue du comité de soutien à Mohamed Gharbi, sa peine est commuée à une peine de 20 années de réclusion criminelle.



Photo : Samir Sid

L'emprisonnement durant maintenant 10 ans et l'âge ont eu raison de sa santé. Sa défense a introduit une demande pour sa libération. Elle est rejetée une première fois. Jeudi, le ministre de la Justice a laissé poindre l'espoir d'un possible élargissement.

Réaction au rapport d'Etat américain, dimanche

Actualité oblige, Tayeb Belaïz, qui, à chaque fois au sortir des plénières du Parlement auxquelles il assiste, est assailli par la presse, s'est fait moins disert relativement à deux autres sollicitations.

D'abord celle relative au rapport d'Etat américain qui classe l'Algérie dans la non enviable position des pays qui s'adonnent à la traite d'humains, notamment

d'Africain subsahariens.

A la question posée, Tayeb Belaïz a répondu qu'il n'avait pas encore lu le rapport et qu'«en tant que membre du gouvernement, je ne peux commenter un document que je n'ai pas lu».

Il a cependant affirmé qu'il a demandé une copie et a promis de livrer son commentaire dimanche, en marge du vote du projet de code pénal à l'APN.

Le ministre de la Justice a eu la même attitude prudente s'agissant du dossier de notre confrère d'*El Khabar* qui se trouve inculpé dans l'affaire de l'assassinat du l'ancien DGSN, Ali Tounsi.

«Je vous ai promis de suivre le dossier. Je tiens mes promesses. J'ai étudié le rapport relatif à l'affaire.» Tayeb Belaïz n'a pas dit plus. On ne sait donc quel traitement sera réservé au dossier.

Cela étant, en plénière Tayeb Belaïz a évoqué la cybercriminalité. Il a souligné qu'entre 2009 et 2010, pas moins de 88 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées en 2009 et 2010 et qu'en 2010, 65 victimes ont été indemnisées. Le ministre de la Justice a indiqué en, outre, que son département a formé, depuis la promulgation de la loi de lutte contre la cybercriminalité en août 2009, 366 juges spécialisés.

S. A. I.

Belaïz appelle les avocats au dialogue

Intervenant au lendemain de la marche de protestation organisée par les robes noires inscrites au barreau d'Alger, le ministre de la Justice a invité le bâtonnat à un dialogue autour des articles du projet de loi relatif au métier d'avocat qui suscite la grogne en ce moment.

Notons que le bâtonnier national s'est démarqué de la grève et de la marche organisées par ses pairs inscrits au barreau d'Alger.

S. A. I.

RESSOURCES EN EAU

13 nouvelles stations de dessalement en perspective

Le ministre des Ressources en eau, Abdelmalek Sellal, a fait cas, jeudi, au Sénat, d'un projet portant réalisation de 13 nouvelles stations de dessalement d'eau de mer dans les principales villes côtières.

Des stations qui seront, a-t-il indiqué, dotées de capacités pouvant atteindre jusqu'à 500 000 m³ par jour. Sellal a informé de la réalisation de deux stations

supplémentaires à Béjaïa et Annaba. La production globale projetée avoisinerait les 2,3 millions de m³ jour. Jusque-là, 5 stations de dessalement sont entrées en production, en l'occurrence celles d'Alger, Tlemcen, Skikda, Beni Saf et Arzew. La station d'Oran attend, elle, d'être mise ne fonction.

S. A. I.

EMPLOI

DANS LE SUD

Tayeb Louh mène l'enquête

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, a informé, jeudi, en marge de la séance de questions orales au Sénat, que l'Inspection du travail mènera des enquêtes de terrain sur l'emploi dans le Sud, notamment sur le placement des demandeurs d'emploi, un sujet qui a fait couler beaucoup d'encre.

Le ministre a indiqué, en outre, que son département a accueilli un groupe de jeunes des régions du sud du pays qui ont formulé des doléances et ont posé la problématique de l'emploi dans cette partie du pays.

Louh dit avoir instruit l'Inspection du travail de mener des enquêtes sur le terrain. Le ministre a eu à reconnaître que «le recrutement dans certaines entreprises n'est pas conforme aux mesures prévues par la loi» et «se fait sans recourir à l'Agence nationale de l'emploi».

Aussi, a ajouté Louh, son département a procédé à l'examen de certaines mesures d'emploi propres aux régions du Sud, dont notamment la création d'antennes d'emploi, en vue de «garantir une plus grande transparence dans la répartition des postes d'emploi». Le ministre du Travail a indiqué aussi que son secteur, en collaboration avec le ministère du Commerce, travaille à la révision de certaines mesures du registre du commerce relatif à ce domaine.

Louh a enfin rappelé que les mesures annulées par son département en matière de placement d'emploi restent toujours en vigueur dans certaines entreprises de sous-traitance.

S. A. I.

SANTÉ

Les résidents maintiennent leur mouvement de débrayage

Officiellement adopté par le gouvernement, le nouveau statut particulier des médecins résidents ne calme pas la situation. Les résidents ne mettent pas fin à leur grève et maintiennent la revendication du service civil.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Réagissant aux déclarations du ministre de la Santé, faites à la clôture de la 1^{re} conférence nationale sur le développement des services hospitalo-universitaires, ce jeudi à Alger, les médecins résidents se disent toujours mobilisés «pour une meilleure prise en charge du malade».

«Certes, le statut particulier est l'une de nos principales revendications mais a-t-il été réellement élaboré sur la base des propositions faites en concomitance avec la commission désignée par le ministère de la Santé ?», s'interroge le D^r Omar Mohamed Sahnoun, l'un des porte-parole du Collectif autonome des médecins résidents algériens.

Qualifiant cette mesure de «louable», il affirme que les médecins résidents maintiennent leur mouvement de grève.

«Le malade peine de la mauvaise prise en charge dans les établissements sanitaires. Une médiocrité due au service civil qui a prouvé son inefficacité», explique le D^r Mohamed Sahnoun.

Pour lui, seule une véritable couverture sanitaire pourrait améliorer la prise en charge des patients. «Nous favorisons l'ouverture d'un dialogue pour le remplacement du service civil.

Il faut que son obligation soit remplacée par l'incitation à l'effectuer. La mise en place d'un plateau technique adéquat avec la spé-



Photo : Samir Sid

cialité requise doit également suivre pour une meilleure prise en charge des malades, notamment pour ceux du Sud et des Hauts-Plateaux», précise le porte-parole du Collectif autonome des médecins résidents algériens.

Et d'ajouter : «Le malade souffre de cette politique de dispatching aléatoire des médecins sur le territoire national, et l'obligation et la contrainte ne peuvent en aucun favoriser des soins de qualité.»

R. N.